



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 15 juin 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Finances publiques : recettes, dépenses et excédent, 2005-2006	2
En 2005-2006, l'excédent consolidé de toutes les administrations publiques au Canada, y compris les deux grands régimes de retraite, a atteint 26,0 milliards de dollars, soit son deuxième niveau le plus élevé en 20 ans.	
Bilan des investissements internationaux du Canada, premier trimestre de 2006	7
Le passif net du Canada envers les résidents étrangers a diminué de 8,4 % par rapport au trimestre précédent et représentait 10,9 % du produit intérieur brut, soit un creux historique.	
Étude : L'évolution de la population active féminine au Canada, 2005	11
Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, mai 2006	12
Données administratives longitudinales, 1982 à 2004	13
Tuyaux et tubes en acier, avril 2006	13
Nouveaux produits	14



Communiqués

Finances publiques : recettes, dépenses et excédent

2005-2006

En 2005-2006, l'excédent consolidé de toutes les administrations publiques au Canada, y compris les deux grands régimes de retraite, a atteint son deuxième niveau le plus élevé en 20 ans.

Les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales au Canada, de même que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, ont enregistré un excédent combiné de 26,0 milliards de dollars.

Ce niveau était inférieur seulement au sommet le plus récent de 28,6 milliards de dollars atteint en 2000-2001. Des données comparables sur les déficits et les excédents des administrations publiques sont disponibles rétroactivement à l'exercice 1988-1989, soit pour une période de 18 ans.

L'excédent consolidé était de 12,3 milliards de dollars plus élevé que celui enregistré en 2004-2005 et représentait une troisième augmentation annuelle consécutive. Les administrations publiques canadiennes n'ont pas affiché un déficit combiné depuis 1998-1999.

L'excédent correspond à la différence entre les recettes consolidées de 572,9 milliards de dollars et les dépenses publiques totales de 546,9 milliards de dollars. Les recettes se sont accrues de 6,3 %, soit une hausse supérieure à celle de 4,1 % affichée pour les dépenses.

La moitié de la hausse des recettes provenait d'une augmentation de 17,2 milliards de dollars de l'impôt sur le revenu, tant des particuliers que des entreprises. Cette progression a été attribuable à une hausse de 8,0 % de l'impôt sur le revenu des particuliers. Le revenu de placements a crû de 13,5 %, contribuant également de façon importante à la croissance globale des recettes. Cette augmentation du revenu de placements a été principalement attribuable à la croissance importante des recettes tirées de redevances durant 2005-2006.

Les recettes d'impôt sur le revenu, qui se sont chiffrées à 224,2 milliards de dollars, et les taxes à la consommation, qui ont atteint 107,5 milliards de dollars, ont représenté ensemble près des trois cinquièmes des recettes consolidées. Le total combiné de ces deux taxes, soit 331,7 milliards de dollars, était en hausse de 6,4 % par rapport à 2004-2005.

Pour ce qui est des dépenses, environ la moitié de l'augmentation totale enregistrée en 2005-2006

Note aux lecteurs

Dans le cadre de la diffusion des statistiques de finances publiques pour l'exercice 2005-2006, les données ont été révisées rétroactivement à 2002-2003. Des données additionnelles concernant le présent communiqué sont offertes dans la publication Statistiques sur le secteur public : supplément, 2006 (68-213-SIF, gratuite).

Le Système de gestion financière (SGF) permet une présentation normalisée de la comptabilité publique pour les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales au Canada. Les systèmes comptables des différentes administrations publiques ne sont pas directement comparables en raison des différences de politiques et de structures des administrations publiques proprement dites.

Le SGF ajuste les données des comptes publics des administrations publiques et d'autres enregistrements pour produire des données détaillées permettant des comparaisons entre administrations publiques ainsi que des agrégats nationaux compatibles qui sont cohérents dans le temps. Par conséquent, les statistiques selon le SGF peuvent ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les états financiers des administrations publiques.

L'expression **administration publique consolidée** désigne la consolidation des données financières des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales (c'est-à-dire, les administrations municipales et les conseils scolaires) ainsi que du Régime de pensions du Canada (RPC) et du Régime de rentes du Québec (RRQ). La consolidation est l'agrégation de paliers de l'administration publique après l'élimination des inscriptions en double.

L'**administration publique générale** s'entend des entités créées et contrôlées par les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales. Cette catégorie englobe tous les ministères et organismes, ainsi que leurs conseils, commissions et fonds autonomes.

Les paiements de **transfert** à d'autres paliers de l'administration publique peuvent être liés à une vaste gamme de domaines stratégiques comme la santé, l'éducation, les services sociaux, etc., et peuvent entrer dans l'une des deux grandes catégories : les transferts à des fins générales, les fonds pouvant être utilisés dans quelque domaine que ce soit et les transferts à des fins particulières, les fonds devant être utilisés par l'administration publique qui les reçoit dans le domaine stratégique en question.

Les données de l'administration fédérale, du RPC et du RRQ portent sur les exercices financiers se terminant le 31 mars. Les données des administrations provinciales et territoriales portent sur les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars, et celles des administrations locales, sur les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Toutes les statistiques présentées dans le présent communiqué sont en dollars courants.

a été attribuable à deux secteurs : les services sociaux, où les dépenses ont atteint 164,1 milliards de dollars, et la santé, où les dépenses se sont chiffrées à 102,3 milliards de dollars.

Le service de la dette a représenté 8,2 cents de chaque dollar de recettes des administrations publiques en 2005-2006, en baisse par rapport à 8,6 cents en 2004-2005. Il s'agit de la dixième année consécutive de recul des frais de la dette, ceux-ci ayant atteint un sommet de 17,6 cents en 1995-1996.

En outre, pour la première fois depuis 2000-2001, les administrations provinciales, territoriales et locales ont enregistré un excédent combiné, estimé à 3,7 milliards de dollars.

La majeure partie de l'excédent est encaissée par le gouvernement fédéral, l'Alberta et les régimes de retraite

Les excédents de l'administration publique fédérale, de l'Alberta, du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec expliquent la plus grande partie de l'excédent consolidé des administrations publiques en 2005-2006.

L'excédent le plus important a été enregistré par l'administration publique fédérale, celui-ci ayant atteint 13,5 milliards de dollars, soit son neuvième excédent annuel d'affilée.

L'Alberta a affiché le plus gros excédent de toutes les administrations provinciales et territoriales, soit de 7,3 milliards de dollars, en hausse de 2,4 milliards de dollars par rapport à l'année précédente. L'augmentation a été attribuable aux redevances à la hausse du secteur des ressources naturelles.

Le Régime de pensions du Canada a également enregistré un excédent important, soit de 7,0 milliards de dollars, en baisse par rapport à 7,7 milliards de dollars en 2004-2005. Le Régime de pensions du Québec a affiché un excédent de 1,9 milliard de dollars. Ces excédents sont une réponse aux besoins futurs de financement des passifs au chapitre des prestations aux membres de la génération du baby-boom qui prennent leur retraite.

L'excédent combiné de 6,6 milliards de dollars enregistré par les administrations provinciales et territoriales en 2005-2006 était en forte hausse par rapport à l'excédent de 317 millions de dollars de l'année précédente. L'accroissement a été attribuable dans une large mesure à la croissance soutenue de l'excédent de l'Alberta.

Terre-Neuve-et-Labrador venait loin derrière au deuxième rang, affichant un excédent d'environ 1,9 milliard de dollars, son premier depuis 1998-1999. Ces recettes additionnelles ont été principalement attribuables à l'Accord atlantique, signé en 2005.

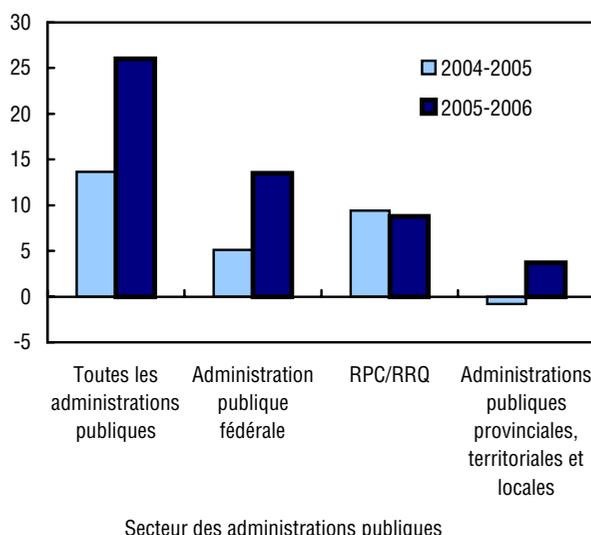
Six administrations provinciales et territoriales ont enregistré un déficit en 2005-2006, comparativement à sept l'année précédente.

Le déficit le plus prononcé, soit de 3,3 milliards de dollars, a été enregistré en Ontario, suivi du Québec, dont le déficit s'est chiffré à 1,2 milliard de dollars. En outre, le Manitoba, l'Île-du-Prince-Édouard, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont connu de petits déficits.

Collectivement, les administrations locales ont enregistré un déficit de 2,9 milliards de dollars en 2005-2006, soit plus du double du déficit de 1,1 milliard de dollars affiché l'année précédente.

Équilibres budgétaires des administrations publiques

En milliards de dollars



Transferts entre administrations publiques : Les paiements aux provinces et territoires représentent une part plus importante des dépenses fédérales

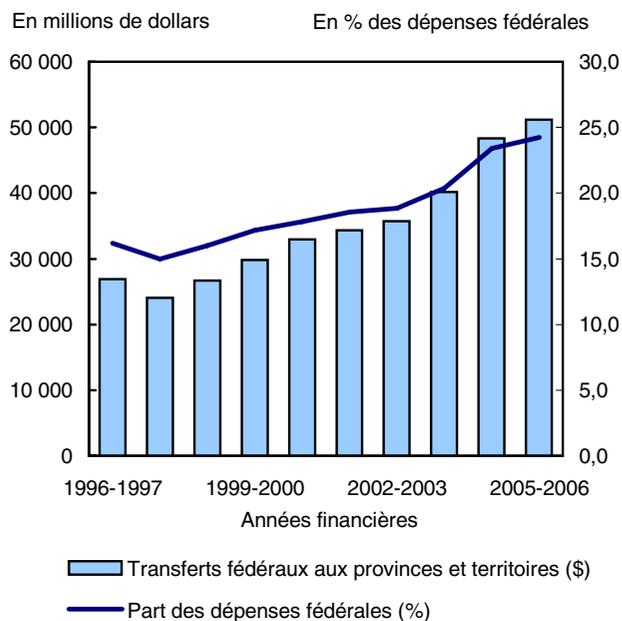
Excluant une période au milieu des années 1990, les transferts de l'administration publique fédérale aux administrations provinciales et territoriales ont augmenté progressivement au cours des 18 dernières années.

En 1988-1989, ces transferts ont représenté 18,3 % des dépenses de l'administration fédérale, soit 25,0 milliards de dollars. En 2005-2006, ils avaient doublé pour atteindre 51,2 milliards de dollars (ou 24,3 % des dépenses fédérales).

Les transferts en ce qui a trait aux services de santé, aux services sociaux et à des fins générales ont représenté la majorité des transferts fédéraux aux provinces et aux territoires. Depuis 1996-1997, ces trois catégories ensemble ont constitué entre 80 % et 90 % du total des transferts fédéraux chaque année.

Les transferts aux fins de la conservation des ressources et du développement industriel ainsi que des établissements de recherche se sont également accrus.

Transferts fédéraux aux provinces et territoires et part en pourcentage des dépenses fédérales



Les conseils scolaires représentent la plus grande part des transferts provinciaux et territoriaux aux administrations locales

Les conseils scolaires ont représenté la plus grande part des transferts des administrations publiques provinciales et territoriales aux administrations locales.

Le total des transferts des administrations provinciales et territoriales aux administrations locales s'est accru progressivement, passant de 22,1 milliards de dollars en 1988-1989 à 40,1 milliards de dollars en 2005-2006, soit une hausse de 81 %. En 1988-1989, les transferts aux conseils scolaires se chiffraient à 15,2 milliards de dollars, soit 69 % du total. En 2005-2006, ce montant avait doublé pour s'établir à 30,4 milliards de dollars, ou 76 % du total.

En revanche, les transferts aux municipalités ont progressé à un rythme plus lent. En 1988-1989, ces transferts s'élevaient à 6,9 milliards de dollars. Après avoir atteint un sommet de 10,1 milliards de dollars en 1994-1995, ils ont accusé un recul, puis se sont

redressés pour s'établir à 9,6 milliards de dollars en 2005-2006.

En moyenne, les provinces et les territoires ont transféré 12 % de leurs dépenses aux conseils scolaires en 2005-2006, proportion qui est demeurée relativement stable pendant plusieurs années.

Parmi toutes les administrations provinciales et territoriales, c'est l'Alberta qui a transféré la proportion la plus élevée de ses dépenses annuelles aux conseils scolaires depuis 1999. En 2005-2006, environ 15 % de ses dépenses totales sont allées aux conseils scolaires, comparativement à juste au-dessous de 10 % en 1988-1989.

Au total, en dollars, l'Ontario, le Québec, l'Alberta et la Colombie-Britannique représentaient près de 90 % de tous les transferts aux conseils scolaires en 2005-2006.

Par contre, les transferts provinciaux et territoriaux aux municipalités ne représentaient qu'environ 3,7 % en moyenne des dépenses totales en 2005-2006, en baisse par rapport au taux de 5,2 % observé depuis le milieu des années 1990.

Les transferts aux municipalités ont constitué 6,9 % des dépenses totales de l'Ontario, soit le pourcentage le plus élevé parmi les provinces. En Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique, la proportion était inférieure à 1 %.

(Il convient de souligner que le pouvoir de taxation des municipalités varie parmi les provinces et les territoires, ce qui a une incidence sur les besoins de transferts.)

Parmi les paiements de transfert aux municipalités, 92 % visent les transports et les communications, la santé, les services sociaux, l'environnement, le logement et les fins générales. Deux secteurs, soit le secteur des transports et des communications et le secteur des services sociaux, ont représenté plus de la moitié des paiements de transfert aux municipalités en 2005-2006. Chacun a représenté en moyenne près de 30 % du total des transferts. Dans le cas des services sociaux, ce pourcentage élevé a été attribuable principalement à l'Ontario, où les municipalités sont chargées de la prestation d'une partie des programmes d'assistance sociale. Dans le cas des transports, la proportion élevée a tenu à la croissance des dépenses au chapitre de l'amélioration des transports en commun en Ontario et au chapitre de l'infrastructure municipale en Alberta.

Les transferts en matière de santé et de logement ont constitué environ 6 % dans l'un et l'autre cas. Ces paiements ont été à la hausse depuis la fin des années 1990. Cela s'explique

en partie par les modifications apportées en Ontario depuis 1998 transférant aux municipalités la responsabilité des services d'ambulance et de logement social.

Transferts provinciaux et territoriaux aux municipalités selon la catégorie de dépenses, 2005-2006, Canada

Catégorie de dépenses	en millions de dollars	part en %
Transports et communications	2 886	29,9
Santé	576	6,0
Services sociaux	2 781	28,8
Logement	620	6,4
Fins générales	1 500	15,6
Environnement	543	5,6
Toutes les autres fonctions	740	7,7
Total	9 647	100,0

Les transferts représentent une part plus petite des recettes des administrations municipales

Les transferts fédéraux, provinciaux et territoriaux aux administrations publiques locales ont crû toutes les années depuis 1988, à l'exclusion de quatre d'entre elles. Toutefois, la proportion des recettes totales des administrations locales représentée par ces transferts a fluctué et elle était inférieure l'année dernière à celle affichée en 1988.

Les transferts des administrations fédérale, provinciales et territoriales ont totalisé 6,2 milliards de dollars en 1988, soit 23 % de toutes les recettes des administrations publiques locales. En 1995, cette proportion était passée à 26 %.

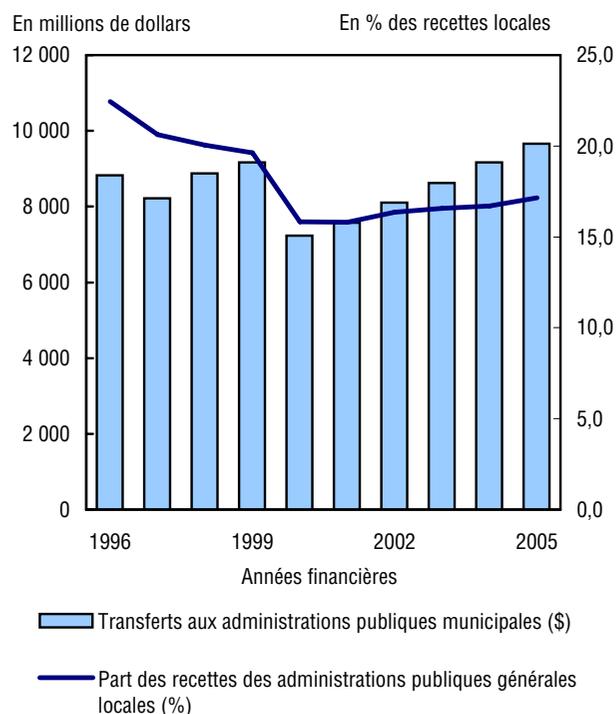
Toutefois, elle a commencé à diminuer par la suite et, en 2001, elle était passée à 16 % seulement. Même si elle augmente dernièrement, en 2005, les transferts d'environ 9,7 milliards de dollars reçus par les administrations locales ne constituaient que 17 % de leurs recettes.

Au cours des deux dernières décennies, les recettes totales des municipalités ont progressé à un rythme légèrement inférieur à celui de leurs dépenses, en partie parce que les recettes provenant des transferts n'ont pas augmenté aussi rapidement que les dépenses. Entre 1988 et 2005, les recettes des municipalités sont passées de 27,1 milliards de dollars à 56,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 108 %. En même temps, leurs dépenses ont grimpé de 110 %, passant de 27,8 milliards de dollars à 58,5 milliards de dollars. Cela a eu une incidence sur les déficits des municipalités, qui sont passés de 800 millions de dollars en 1988 à environ 2,2 milliards de dollars en 2005.

En 1988, les recettes de transferts reçues par les administrations municipales au chapitre des transports et des communications représentaient 23 % des

dépenses des administrations locales dans ce secteur. En 2005, ces transferts n'ont représenté que 10 %.

Transferts fédéraux, provinciaux et territoriaux aux administrations publiques municipales et part en pourcentage des recettes des administrations locales



De même, en 1988, les recettes de transferts au chapitre des programmes environnementaux représentaient 11 % des dépenses des administrations locales dans ce domaine. En 2005, elles n'ont représenté que 6 %.

Les recettes tirées, par exemple, de l'impôt foncier et d'autres impôts connexes ainsi que des frais imposés aux usagers ont permis aux municipalités de financer une plus large part de leurs dépenses depuis 1988.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 385-0001 à 385-0009, 385-0021 à 385-0024 et 385-0027.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1709, 1713 et 1735.

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données sur l'emploi dans le secteur public dans le module *Nouveau Comptes économiques nationaux* de notre site Web.

La publication *Statistiques sur le secteur publique : supplément, 2006* (68-213-SIF, gratuite) est maintenant accessible sur notre site Web. À partir de la page *Nos produits et services*, sous *Publications gratuites offertes sur Internet*, choisissez *Gouvernement*.

Des données peuvent être obtenues sous forme de totalisations spéciales faites sur demande. Pour obtenir plus de renseignements sur les produits et les services, communiquez avec Jo-Anne Thibault au (613) 951-0767

(jo-anne.thibault@statcan.ca), Division des institutions publiques.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Terry Moore au (613) 951-5195 (terry.moore@statcan.ca), Division des institutions publiques. ■

Bilan des investissements internationaux du Canada

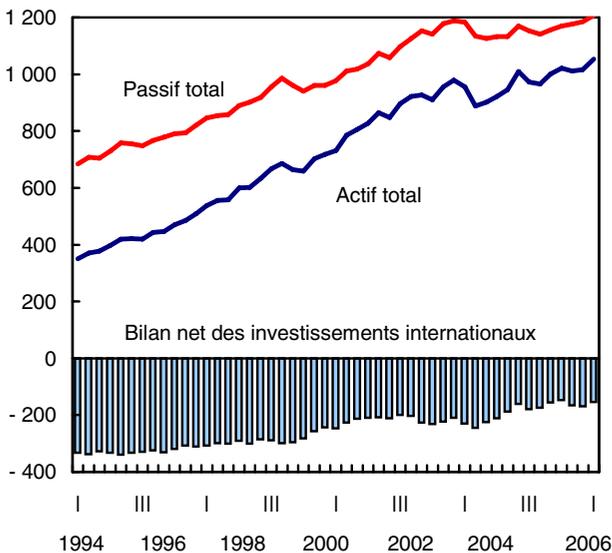
Premier trimestre de 2006

Le passif net du Canada envers les résidents étrangers a diminué de 8,4 % par rapport au trimestre précédent et représentait 10,9 % du produit intérieur brut (PIB), soit un creux historique.

Le passif net des Canadiens envers l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, s'est établi à 154,3 milliards de dollars à la fin du premier trimestre, en baisse de 14,2 milliards de dollars par rapport à la fin de 2005.

Bilan des investissements internationaux du Canada

En milliards de dollars



La valeur de l'actif international a totalisé 1 053,0 milliards de dollars, en hausse de 3,6 % par rapport au trimestre précédent. Cette hausse s'explique en grande partie par une progression des investissements directs à l'étranger et des avoirs en obligations étrangères.

Par ailleurs, le passif international a atteint 1 207,4 milliards de dollars, en hausse de 1,9 % par rapport à la fin de 2005. Cette progression a

Nouveau traitement des provisions

Dans le bilan des investissements internationaux, les provisions figuraient comme catégorie d'actif distincte. Ces provisions portent sur les pertes prévues sur prêts et autres crédits accordés par l'administration publique fédérale et les institutions financières.

La disponibilité de données spécifiques sur les provisions a été réduite et il n'y a donc plus suffisamment de détails pour justifier une série de données sur les provisions. Par conséquent, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont maintenant présentées sur une base nette depuis le premier trimestre de 2003. Les provisions ne constitueront donc plus une catégorie distincte. Les données sur les années antérieures restent disponibles jusqu'à la prochaine révision historique de ces données.

Estimations fondées sur la valeur au marché

Depuis le premier trimestre de 2005, les investissements totaux de portefeuille (actions, obligations et instruments du marché monétaire) sont disponibles à la valeur au marché. Les estimations annuelles selon la valeur au marché des investissements directs étrangers sont aussi disponibles et on été diffusées plus tôt cette année. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan des investissements internationaux. L'analyse qui suit porte sur des données fondées sur la valeur comptable, le jeu complet d'estimations fondées sur la valeur au marché n'étant pas actuellement disponible.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

été principalement attribuable à la croissance des investissements directs étrangers au Canada.

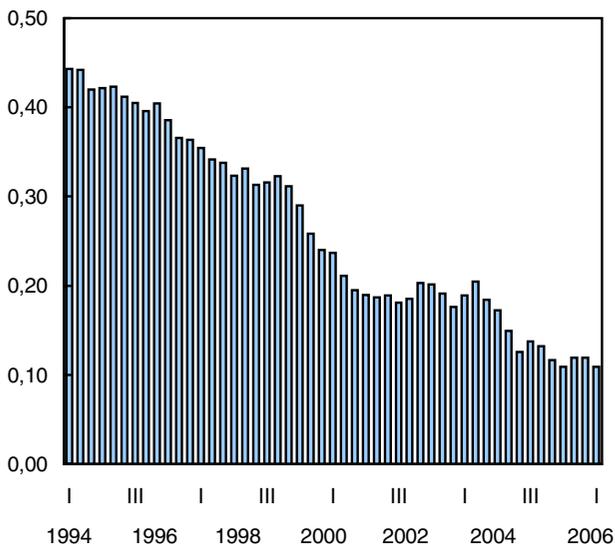
Le passif net envers l'étranger à la fin de mars représentait 10,9 % du PIB du Canada, soit un creux historique, en baisse d'un point de pourcentage complet par rapport à la fin de décembre. Aussi récemment qu'à la fin de 2002, ce ratio était de 17,6 %.

Le dollar canadien s'est légèrement déprécié par rapport à toutes les principales devises au premier trimestre, ce qui a augmenté la valeur de l'actif

international et du passif étranger de 7,6 milliards de dollars et de 2,6 milliards de dollars respectivement.

Passif international net du Canada par rapport au PIB

Ratio



Hausse des investissements de portefeuille canadiens à l'étranger

Les avoirs canadiens en obligations étrangères ont poursuivi leur tendance à la hausse de long terme au cours des trois premiers mois de l'année en enregistrant la plus forte progression trimestrielle historique. En effet, ces avoirs ont fait un bond de 10,4 milliards de dollars pour s'établir à 92,8 milliards de dollars à la fin du trimestre, soit un sommet.

Les Canadiens ont accru leurs avoirs en obligations américaines et d'outre-mer de 11 % et de 18 % respectivement.

Sous l'impulsion de cette croissance, les investissements de portefeuille canadiens totaux (avoirs en actions, en obligations et en instruments du marché monétaire) à l'étranger ont atteint 300,8 milliards de dollars à la fin de mars, ce qui a représenté 29 % de l'actif international du Canada à la fin du trimestre, soit une proportion qui est à la hausse.

Les avoirs en actions étrangères se sont élevés à 193,9 milliards de dollars, en hausse de 4,7 milliards de dollars par rapport à la fin de 2005, les Canadiens investissant surtout dans les actions américaines au premier trimestre.

Si les investissements en obligations étrangères ont fortement progressé récemment, les avoirs en actions

étrangères ont été plus stables. Ils ont représenté 65 % des investissements de portefeuille canadiens totaux à l'étranger à la fin du premier trimestre, comparativement à 80 % à la fin de 2002.

Les avoirs canadiens en instruments du marché monétaire étranger se sont accrus de 1,0 milliard de dollars pour s'établir à 14,1 milliards de dollars à la fin du premier trimestre.

Progression des investissements directs canadiens à l'étranger

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 477,8 milliards de dollars à la fin de mars, en hausse de 12,7 milliards de dollars par rapport à la fin de décembre. Des injections de fonds de roulement dans les sociétés affiliées étrangères existantes et une réévaluation des actifs existants à l'étranger expliquent largement cette progression.

Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont grimpé de 5,9 milliards de dollars pour s'établir à 219,6 milliards de dollars à la fin de mars. Parallèlement, les investissements directs dans l'ensemble des autres pays se sont accrus de 6,9 milliards de dollars pour se situer à 258,2 milliards de dollars.

Passif : augmentation des investissements directs étrangers au Canada

Les investissements directs étrangers au Canada ont crû de 8,6 milliards de dollars pour se fixer à 424,2 milliards de dollars à la fin de mars. Les investisseurs directs étrangers ont augmenté leur position, surtout à la suite d'acquisitions et de bénéfices réinvestis dans les filiales au Canada.

Les investissements directs étrangers en provenance des États-Unis se sont élevés à 270,4 milliards de dollars, en hausse de 3,9 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. Les États-Unis ont représenté près des deux tiers des investissements directs étrangers au Canada.

Les avoirs étrangers en actions canadiennes ont progressé de 2,7 milliards de dollars pour se fixer à 110,3 milliards de dollars à la fin du trimestre. Dans ce cas également, les investisseurs américains en détenaient la très grande majorité, soit 90 % de la valeur totale.

Les investisseurs étrangers se sont intéressés fortement aux instruments du marché monétaire canadien pour un deuxième trimestre consécutif. Par conséquent, les avoirs étrangers d'instruments du marché monétaire canadien sont passés à 22,9 milliards de dollars, en hausse de 2,1 milliards de dollars.

Parallèlement, les investisseurs étrangers ont réduit légèrement leurs investissements en obligations canadiennes. À la fin de mars, les avoirs étrangers en obligations canadiennes avaient diminué d'un peu moins de 1 milliard pour atteindre 379,3 milliards de dollars.

Alors que le passif international du Canada a progressé au fil des ans, la composition a changé. La proportion des instruments d'emprunt dans le passif international a diminué, tandis que celle des investissements en capital actions a augmenté.

La proportion du passif étranger total constitué d'obligations et d'instruments du marché monétaire à la fin de 2005 ne s'est élevée qu'à 34 %, en baisse comparativement à 50 % à la fin de 1995. La part des investissements directs étrangers a enregistré la progression la plus considérable, passant de 22 % en 1995 à 35 % à la fin de 2005. Parallèlement, les avoirs de portefeuille en actions canadiennes ont presque doublé leur part, passant de 5 % à 9 %.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0037, 376-0039 à 376-0041, 376-0055 à 376-0057 et 376-0059.

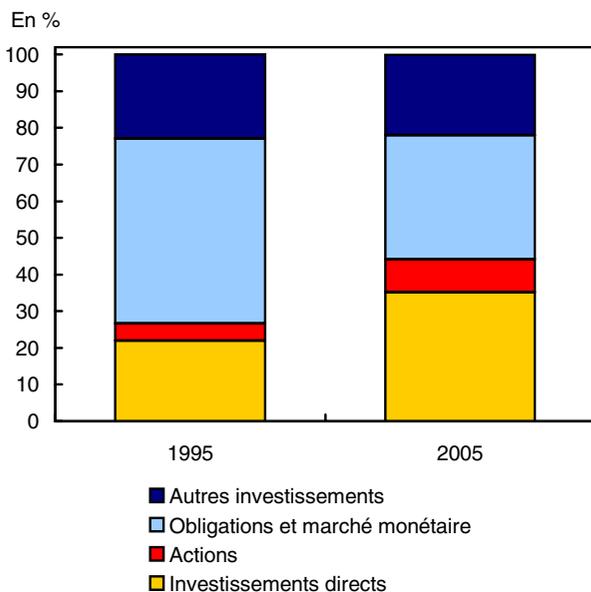
Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1537.

Le numéro du premier trimestre de 2006 du *Bilan des investissements internationaux du Canada* (67-202-XIF, gratuit) paraîtra sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Simard au (613) 951-7244 ou avec Christian Lajule au (613) 951-2062, Division de la balance des paiements.

□

Passif international du Canada, répartition par composante



Bilan des investissements internationaux du Canada en fin de période

	Quatrième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006
en milliards de dollars					
Actif					
Investissements directs canadiens à l'étranger	435,5	411,9	451,4	465,1	477,8
Investissements de portefeuille					
Obligations étrangères	45,4	45,7	58,6	82,4	92,8
Obligation étrangères à la valeur au marché	47,7	48,9	62,9	88,8	98,3
Actions étrangères	216,3	196,9	195,6	189,2	193,9
Actions étrangères à la valeur au marché	321,0	357,6	384,4	422,8	459,2
Marché monétaire étranger	9,1	11,0	11,1	13,1	14,1
Marché monétaire étranger à la valeur au marché	9,1	11,0	11,1	13,1	14,1
Autres investissements					
Prêts	71,7	51,1	49,8	48,3	50,9
Provisions	-11,9				
Dépôts	99,1	103,6	109,4	120,7	119,3
Réserves internationales	56,2	45,7	40,3	38,0	42,1
Autres actifs	57,8	55,8	50,1	59,3	62,1
Total de l'actif					
À la valeur comptable	979,2	921,6	966,4	1 016,0	1 053,0
Avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	1 086,2	1 085,5	1 159,5	1 256,1	1 323,8
Passif					
Investissements directs étrangers au Canada	356,8	364,7	381,0	415,6	424,2
Investissements de portefeuille					
Obligations canadiennes	449,1	404,3	398,1	380,0	379,3
Obligations canadiennes à la valeur au marché	482,1	434,5	429,6	407,0	400,5
Actions canadiennes	80,6	84,7	104,2	107,6	110,3
Actions canadiennes à la valeur au marché	142,5	196,4	250,1	314,7	346,2
Marché monétaire canadien	25,3	21,4	19,6	20,8	22,9
Marché monétaire canadien à la valeur au marché	25,4	21,5	19,7	20,9	23,0
Autres investissements					
Emprunts	58,8	53,3	40,2	36,1	39,2
Dépôts	195,0	183,1	176,0	201,6	208,4
Autres passifs	22,3	21,7	22,0	22,8	22,9
Total du passif					
À la valeur comptable	1 187,9	1 133,3	1 141,0	1 184,5	1 207,4
Avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	1 282,9	1 275,2	1 318,5	1 418,7	1 464,5
Bilan net des investissements internationaux					
À la valeur comptable	-208,7	-211,6	-174,6	-168,5	-154,3
Avec l'investissement de portefeuille à la valeur au marché	-196,7	-189,7	-159,0	-162,6	-140,7

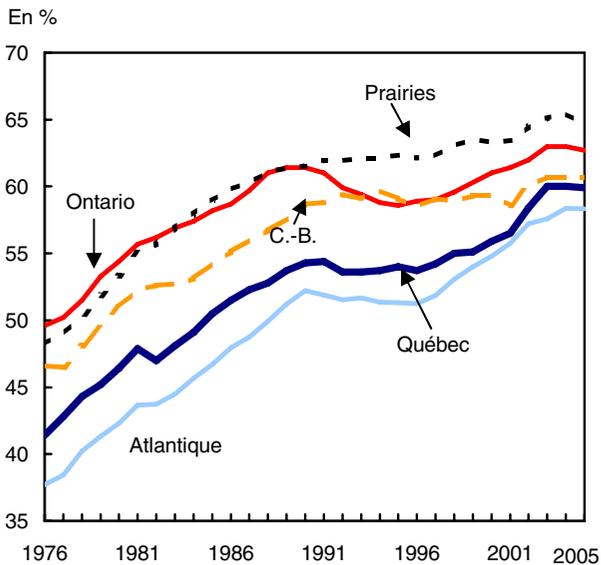
■

Étude : L'évolution de la population active féminine au Canada 2005

Le nombre toujours plus grand de femmes dans la population active a été, pendant longtemps, la source principale de l'offre accrue de main-d'oeuvre dans l'économie canadienne. Mais, alors que les taux d'activité des femmes demeurent élevés, ils ont cependant fléchi au cours des dernières années, selon une nouvelle étude qui paraît aujourd'hui dans *L'observateur économique canadien*.

Le ralentissement a été principalement concentré dans les Prairies et en Colombie-Britannique, ce qui a aggravé la pénurie de main-d'oeuvre dans ces régions. Dans l'Est, les femmes ont continué de se joindre à la population active en nombre croissant, tout particulièrement au Québec.

Le taux d'activité des femmes dans l'Ouest fléchit, alors que celui des femmes dans l'Est grimpe



La hausse des taux d'activité des femmes dans l'Est semble associée à une plus grande utilisation des services de garde et aux niveaux de scolarité plus élevés au Québec, aux taux de natalité plus bas dans les provinces de l'Atlantique, de même qu'à l'âge, aux types d'emplois créés et à une proportion plus faible d'immigrantes dans l'Est que dans l'Ouest.

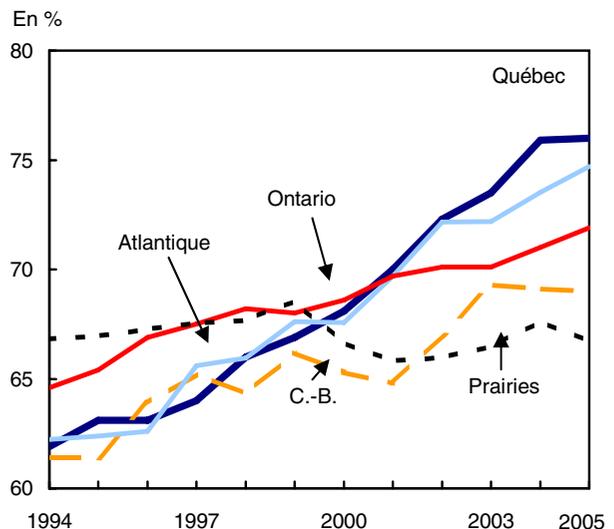
L'écart le plus frappant est celui qui existe entre les taux d'activité des femmes ayant des enfants de moins de six ans dans l'Est et dans l'Ouest. En Alberta, par exemple, le taux d'activité de ces femmes a baissé

d'un point entier de pourcentage en 2005 pour se situer à 64,9 %, soit un taux inférieur de 3 points à son sommet de 1999 et de 10 points par rapport aux taux du Québec et des provinces de l'Atlantique.

Si le taux d'activité des femmes ayant de jeunes enfants avait augmenté en Alberta et en Colombie-Britannique au même rythme qu'au Québec, 30 000 femmes de plus auraient fait partie des populations actives de ces provinces en 2005. Sur le marché du travail en ébullition de l'Alberta, cette hausse de la main-d'oeuvre aurait fait grimper le taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans d'un point entier de pourcentage, ce qui est élevé étant donné le taux de chômage de l'Alberta.

En 1992, les Prairies étaient au premier rang en ce qui concerne les taux d'activité des femmes ayant un enfant de moins de six ans et le Québec, au dernier. En 2005, le Québec est passé au premier rang et les Prairies, au dernier. La Colombie-Britannique avait le deuxième taux d'activité le plus bas et les provinces de l'Atlantique, le deuxième plus élevé.

Les taux d'activité des femmes ayant des enfants de moins de six ans suivent des directions opposées dans l'Ouest et dans l'Est



Les Prairies ont le taux de natalité le plus élevé au du pays. En Alberta, en particulier, les femmes ont peut-être choisi de réduire leur participation au marché du travail pour s'occuper de leurs enfants à temps plein puisque cette province est la seule à avoir enregistré un accroissement du nombre d'enfants âgés de 0 à 5 ans après 1999. Mais, bien qu'elle ait un plus grand nombre de jeunes enfants, l'Alberta a le taux le plus bas d'enfants en services de garde.

Le nombre de mères dans la population active au Québec a crû rapidement après la création en 1997 d'un nouveau programme universel de garderie à 5 \$ par jour. De 2001 à 2004, environ 60 % des nouvelles places en garderie au Canada ont été créées au Québec, et maintenant 43 % des enfants en garderie résident dans cette province. En 2003, la proportion d'enfants en garderie au Québec a atteint près du double de la moyenne nationale.

Les niveaux de scolarité ont aussi eu une influence sur les tendances des taux d'activité des femmes dans l'Est et dans l'Ouest. Le Québec a pris les devants pour ce qui est de l'éducation postsecondaire, alors qu'en Alberta et en Colombie-Britannique le nombre de jeunes femmes poursuivant des études postsecondaires était moins élevé qu'ailleurs au pays.

La structure d'âge de la population a également eu un effet considérable sur les taux d'activité. De 1999 à 2005, près de 80 % de la croissance de la population active féminine s'expliquait par les femmes âgées de 45 à 64 ans. Ce groupe a vu ses rangs augmenter de 721 000 de 1999 à 2005, et la moitié des femmes qui en faisaient partie avaient 55 ans et plus.

Ces tendances étaient amplifiées dans l'Ouest. Dans les Prairies, la population active des femmes âgées de 25 à 44 ans a chuté de 25 000 après 1999, tandis que celle des femmes de 45 à 64 ans a progressé de 123 000. La population des femmes de 25 à 44 ans a aussi baissé de façon marquée en Colombie-Britannique, alors que celle des femmes de 45 à 64 ans y a progressé de 112 000. En plus, le taux d'activité des jeunes femmes en Colombie-Britannique a affiché une forte diminution. Par contre, l'Ontario et le Québec ont affiché une croissance de leur population active dans tous les groupes d'âge même si le nombre de femmes âgées de 25 à 44 ans dans leur population a diminué.

Les différences entre les types d'emplois créés peuvent aussi aider à comprendre les variations entre les taux d'activité dans l'Est et dans l'Ouest. La résurgence du secteur des ressources dans les Prairies et en Colombie-Britannique a entraîné la création d'emplois dans des domaines où les femmes sont moins présentes, par exemple les mines, les transports et la fabrication. De 1999 à 2005, les emplois de cols bleus masculins se sont accrus à un rythme semblable à celui des emplois de cols blancs féminins dans les Prairies et en Colombie Britannique. Au Québec et dans

les provinces de l'Atlantique, la progression des emplois de cols blancs féminins a été trois fois plus importante que celle des emplois de cols bleus masculins.

Les taux d'activité étaient aussi plus élevés au Québec et dans les provinces de l'Atlantique parce que la population y comptait moins d'immigrantes qu'ailleurs au pays (les taux d'activité des immigrantes sont moins élevés que ceux des femmes nées au Canada).

Environ 20 % des femmes âgées de 25 à 44 ans étaient immigrantes, les proportions ayant été de 30 % en Ontario et en Colombie-Britannique, de 17 % en Alberta et de 10 % au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Si les taux d'activité des immigrantes étaient les mêmes que ceux des femmes nées au pays, il y aurait presque 200 000 femmes de plus dans la population active.

L'étude «D'une mère à l'autre : l'évolution de la population active féminine au Canada» est maintenant accessible gratuitement en ligne dans le numéro de juin 2006 de *L'observateur économique canadien*, vol. 19, n° 6 (11-010-XIB, gratuit), accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*. La version mensuelle imprimée de *L'observateur économique canadien*, vol. 19, n° 6 (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) paraîtra le jeudi 22 juin.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (oe@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture. ■

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction

Mai 2006

L'indice total des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada a augmenté de 1,1 % en mai par rapport à son niveau de 135,3 en avril (1992=100). L'indice composite a crû de 1,3 % par rapport à l'indice révisé de mai 2005 (135,1).

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 20 régions métropolitaines tant pour les taux de base que pour les taux incluant certains paiements supplémentaires. Des indices (1992=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité des métiers est couverte par les conventions collectives actuelles.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 327-0003 et 327-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2307.

Le numéro du deuxième trimestre de 2006 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XIF, gratuit) paraîtra en juillet.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 (*infounit@statcan.ca*), télécopieur : (613) 951-1539, ou avec Louise Chaîné au (613) 951-3393, Division des prix. ■

Données administratives longitudinales 1982 à 2004

Les données de 2004 ont été ajoutées à la banque de Données administratives longitudinales (DAL). Cette banque de données s'étend désormais sur une période de 23 ans, soit de 1982 à 2004, et comprend des renseignements sur les particuliers et les familles de recensement.

La banque DAL, qui représente un échantillon longitudinal de 20 % des déclarants de revenus canadiens, offre aux chercheurs et aux analystes un outil leur permettant d'étudier les changements de revenu que connaissent les particuliers et leur famille. La banque DAL comprend une grande variété de variables sur le revenu et des caractéristiques démographiques, telles que le revenu d'emploi, le revenu d'emploi autonome, les cotisations à un régime enregistré d'épargne-retraite, les pensions alimentaires, l'âge, le sexe et la composition de la famille de recensement. Son vaste échantillon (4,8 millions de personnes en 2004) assure des estimations fiables aux échelles du Canada, des provinces, des régions métropolitaines de recensement et de plusieurs régions infraprovinciales au moyen d'agrégations de codes postaux.

La banque DAL contient également de l'information tirée de la banque de données longitudinales

sur les immigrants. L'échantillon comprend près de 600 000 immigrants arrivés entre 1980 et 2003, et des renseignements sur leurs caractéristiques à l'arrivée sont offerts.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4107.

Le *Dictionnaire des données administratives longitudinales* (12-585-XIF, gratuit) est accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos services et produits*. La version pour l'année 2004 sera bientôt disponible. Des totalisations spéciales incluant les données de 2004 sont maintenant en vente (13C0019, prix variés).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 ou composez sans frais le 1 866 652-8443 (*infodra@statcan.ca*), Division des données régionales et administratives. Télécopieur : (613) 951-4745 ou, sans frais, le 1 866 652-8444. ■

Tuyaux et tubes en acier
Avril 2006

Il est maintenant possible de consulter les données d'avril sur la production et les livraisons de tuyaux et de tubes en acier.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0046.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2105.

Le numéro d'avril 2006 de la publication *Acier, produits tubulaires et fil d'acier* (41-019-XIF, gratuite) paraîtra sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien, juin 2006,
vol. 19, n° 6
Numéro au catalogue : 11-010-XIB
(gratuit).

Documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural : «Analyse du financement de l'innovation et de la commercialisation des aliments fonctionnels et des nutraceutiques dans le secteur canadien», 1956 à 2006, n° 79
Numéro au catalogue : 21-601-MIF2006079
(gratuit).

Ventes de véhicules automobiles neufs, avril 2006,
vol. 78, n° 4
Numéro au catalogue : 63-007-XIF
(gratuit).

Statistiques sur le secteur public : supplément, 2006
Numéro au catalogue : 68-213-SIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1 613 951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1 877 591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français) 11-001-XIF (Français)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997
Nouvelles 8h à 9h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut considérablement ralentie.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipations à court terme 10
- Autorité de la concurrence, rapport de l'inspecteur général du 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.